

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3345 - Mercredi 27 Février 2019 - Prix : 200 Fc

LOI D'AMNISTIE DES PRISONNIERS POLITIQUES

La balle est dans le camp du président de l'Assemblée nationale



Les députés initiateurs de la loi d'amnistie

SÉCURISATION DES ÉLECTIONS 2019

Salim Saadi menace de suspendre sa candidature

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 26 au 28 Février 2019

Lever du soleil:
06h 09mn
Coucher du soleil:
18h 31mn

Fajr : 04h 57mn
Dhouhr : 12h 24mn
Ansr : 15h 46mn
Maghrib: 18h 34mn
Incha: 19h 48mn



Said Larifou : "Je ne suis pas de ceux qui disent qu'en 2021 je vais faire revenir le tour d'Anjouan"

Candidat aux élections présidentielles, Said Larifou s'engage à mettre tous les moyens pour lutter contre la pauvreté et montre qu'il n'est pas de ceux qui promettent d'attribuer la tournante à Anjouan en 2021. L'avocat natif de Fombouni pointe du doigt la présence du président suppléant et du ministre en charge des élections dans les meetings des candidats de la mouvance présidentielle.

Question : Quelles sont les priorités de votre programme ?

Said Larifou : Mon programme se veut révolutionnaire et ambitieux. Très ambitieux, puisque l'évènement que nous vivons actuellement est exceptionnel vu qu'il s'agit d'une élection présidentielle anticipée et que cette anticipation elle-même est exceptionnelle. Nous sommes un des rares pays à prendre l'initiative, dans des conditions contestées par certains mais admis par d'autres, d'écourter un mandat en cours pour aller vers une nouvelle compétition électorale. Je pense que nous avons cette culture de banaliser les choses, que même les plus exceptionnelles nous les banalisons. Je replace le contexte car c'est un évènement exceptionnel, approches exceptionnelles et donc des mesures exceptionnelles sinon ces élections n'auraient rien servi pour les Comores. Ainsi je suis convaincu que mon programme correspond aux aspirations de ceux qui sont à l'origine de ce processus. Je pense qu'il était temps de remodeler voire même de supprimer cette tournante et ça a toujours été mon ambition. Je n'ai jamais caché ma conviction.

Questions : Quelles seront donc vos priorités ?

S.L : Ma priorité c'est la jeunesse. Mon projet a comme idée phare la mise en place d'un plan Marshall pour la jeunesse comorienne. J'entends mobiliser sur un cycle de cinq ans 24000 jeunes sur des formations dans les secteurs stratégiques comme le tourisme, l'agriculture, les nouvelles technologies, la culture, la

santé, le bâtiment et l'administration. Une fois que ces secteurs seront occupés par des jeunes hautement qualifiés, nous pouvons dire que nous disposons de la matière grise pour accompagner le développement du pays. Pour un plan stratégique du premier quinquennat, nous aurons alors 24000 emplois. C'est un défi et pour se faire, nous mobiliserons 117 milliards kmf pour ce projet tous les cinq ans. Nous avons aussi des mesures immédiates pour les jeunes. Nous voulons faire en sorte qu'il n'y ait pas de frais d'inscription ni de frais pour passer les examens. La scolarité sera gratuite pour tout le monde du primaire à l'Université et ceux qui souhaiteraient partir à l'étranger, ne paieront pas de passeports. Notre plan serait de lutter contre la pauvreté, la parité au niveau des postes ministériels entre les hommes et les femmes avec un ministre premier qui sera chargée de l'éducation nationale, de la culture et du sport. Nous voulons faire des Comores un pays attractif. Et pour cela nous aurons à inculquer la culture de servir et de non de se servir

Question : Certains candidats disent que leur principal objectif est de rétablir l'ordre constitutionnel et redonner le tour à Anjouan en 2021. Etes-vous de cet avis ?

S.L : Je ne peux pas être démagogue. Tout le monde est d'accord que les expériences du premier format de la tournante restent un échec pour tous les comoriens. Donc il faut sortir de cette démagogie de la tournante qui est là pour servir une poignée de gens et faciliter l'enrichissement illicite de certaines personnes. Anjouan, Mohéli et Ngazidja se sont appauvries davantage. Et c'est pour cette raison qu'il faudrait faire revenir les comoriens autour d'une table pour rediscuter. On ne peut pas vivre en faisant marche arrière, c'est fini tout cela. Maintenant, il faudrait entrer dans une nouvelle dynamique.

Il faut que les comoriens des deux autres îles refusent ce discours démagogique car c'est complètement faux. Ce dont les comoriens

ont besoin, c'est de voir comment nous sortir de cette pauvreté et c'est ce discours dont nous avons besoin dans cette campagne. On ne peut pas être candidat aux présidentielles et tenir un tel discours. Le tour d'Anjouan reviendra soit dans la configuration actuelle ou dans une autre configuration mais vous ne pouvez pas lier l'avenir d'un pays par rapport à un cycle électoral qui a été complètement un échec. L'avenir d'un pays ne dépend pas d'une personne mais d'une vision, d'un engagement pour son développement, pour mettre en place des dispositifs qui permettraient à ce pays de décoller.

Bien sûr qu'il faut revenir sur l'autonomie des îles puisque l'avenir des Comores viendra des régions. Je suis de ceux qui militent pour que les régions soient structurées. Les richesses des Comores c'est dans les régions et non pas à Moroni. L'émergence des Comores c'est de voir ce qui se fait dans ces régions, en tirer profit et développer. C'est pourquoi je dis dans mon slogan que "La force des Comores, c'est la conviction, l'engagement constant".

Question : Que diriez-vous de la présence du président suppléant et du ministre en charge des élections dans les meetings du candidat Azali ?

S.L : C'est un scandale et nous n'allons pas laisser faire. Nous ne sommes pas dans une République bananière. Nous ne pourrions pas accepter que des individus, parce qu'elles détiennent une parcelle de pouvoir de nous emballer dans ce qui ne se fait pas. Nous sommes au 21ème siècle, nous ne sommes pas aux années 60 et ce pays est bourré d'hommes intelligents et déterminés, qui aiment leur pays. Moi personnellement, je ne peux pas accepter de participer à des élections exceptionnelles parce qu'il s'agit bien de ça, voir une telle mascarade. Nous ne pouvons pas accepter cette mascarade. C'est fini, nous allons lutter et nous ferons la révolution s'ils le veulent.

Said Larifou répondant à La Gazette des Comores



Il y'aura une marée humaine à Moroni dans les prochains jours, nous allons faire appel à tous les comoriens qui veulent vraiment du changement, qui veulent des élections libres et transparentes pour dire non parce qu'on ne veut pas rater notre histoire. Nous n'accepterons pas que le ministre qui assure l'intérim marche sur les textes. Et le ministre chargé des élections, s'il veut assister à des meetings alors il démissionne. Il est le ministre chargé des élections, il doit observer une neutralité absolue.

Si la constitution parle de congé, c'est pour que celui qui assure son intérim garde la neutralité absolue et s'il n'est pas capable de le faire alors la Cour Suprême et toutes les autres instances compétentes seront saisies et ça sera à elles de tirer les conclusions. Il se permet même de dire qu'il n'est pas le président mais Azali et appelle les gens à voter pour lui. Nous ne pouvons pas accepter cela. Est-ce qu'il y'avait une opportunité de sortir un décret la veille de son départ qui intercepte les communications ? Qu'est-ce qu'on nous réserve là ? Ce n'est pas en contrôlant les communications qu'ils vont arrêter la révolution. Ils peuvent prendre toute sorte de mesures mais pas arrêter la révolution.

Question : Que proposeriez-vous pour la sécurisation des élec-

tions ?

S.L : D'abord, il faut suspendre le processus, le temps de vérifier si tous les paramètres sont réunies et sinon, exiger leur mise en place. Vous savez, il y'a un problème au niveau du fichier électoral. Il y'a aussi le ministre en charge des élections qui a sorti un arrêt qui est complètement contradictoire avec les dispositions du code électoral. On ne sait pas quel est le texte qui s'applique. C'est une marche forcée. On ne peut pas jouer sur la tricherie. Non ! On ne développe pas un pays si on est un tricheur et puis nous voulons qu'ils respectent les institutions. Ils ont choisi les membres de la Cour Suprême mais ce ne sont pas leurs enfants, pas même leurs subordonnées, ceux sont des hauts magistrats de ce pays qui doivent être respectés.

Question : En êtes-vous convaincus que celles-ci seront transparentes ?

S.L : Elles ne sont pas transparentes puisque le président n'a pas pris congé. Elles ne le sont pas non plus parce que celui qui assure l'intérim assiste à l'investiture du bureau de campagne et aux meetings du président candidat. Elles ne le sont pas non plus parce qu'à moins d'un mois avant le départ en congé, il y'a eu une dizaine de décrets de nomination. Elles ne le sont pas parce qu'il y'a eu autant d'embauches clientélistes ces derniers temps. Je ne peux pas voir cela et laisser. C'est de l'injustice. J'espère que tous les candidats seront d'accord qu'on demande à la justice de geler les engagements pris par l'ancien pouvoir. Elles ne sont pas transparentes parce qu'ils font des inaugurations, complètement bidons, juste pour montrer qu'ils font des réalisations à quelques semaines des élections, c'est du jamais vu au monde. Et c'est ça qui révolte les gens.

Ibnou M. Abdou

ELECTIONS ANTICIPÉE 2019

Une mission de l'OIF attendu ce mercredi à Moroni

Ce mercredi 27 février, une mission d'information de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) est attendue à Moroni. Une annonce faite par le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale.

Une mission d'information de l'Organisation Internationale de la Francophonie sera à Moroni ce mer-

credi. La mission sera conduite par Tiéman COULIBALY, ancien Ministre des Affaires Étrangères de la République du Mali et va effectuer une visite de travail de 24 h aux Comores, suite à une requête des autorités comoriennes dans le cadre de l'évaluation du processus électoral en cours.

Selon le communiqué, cette émissaire de l'OIF va s'entretenir avec les différentes parties prenantes. Il s'agit entre autres de la

Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la mouvance présidentielle, l'Union de l'opposition et la société civile. Rappelons que lors de sa rencontre avec le président Azali Assoumani, le 23 janvier à Paris, la Secrétaire Générale de l'OIF s'est engagée à accompa-

gner le Gouvernement comorien « dans sa volonté affirmée de voir les prochaines élections comoriennes se dérouler dans une totale transparence. »

La Gazette des Comores
Le devoir d'informer, la liberté d'écrire

Entretien réalisé par A.O Yazid

LOI D'AMNISTIE DES PRISONNIERS POLITIQUES

La balle est dans le camp du président de l'Assemblée nationale

3 députés ont saisi le président de l'Assemblée nationale afin qu'il convoque une session extraordinaire en vue d'adopter une loi d'amnistie. Cette initiative a déjà recueilli 20 signatures. La balle est dans le camp du chef du parlement.

Deux députés ont déclaré devant la presse qu'ils ont saisi le président de l'Assemblée nationale, ce 26 février afin qu'il convoque une session extraordinaire en vue de l'adoption d'une loi d'amnistie. Dans le courrier adressé au chef du parlement dont nous nous sommes procurés une copie, l'on peut lire notamment que « Conformément à l'article 81 de la constitution, nous signataires de la présente pétition, vous demandons l'ouverture d'une session extraordinaire d'une durée de 4

jours pour examen et adoption d'une proposition de loi d'amnistie des personnes condamnées par la Cour de sûreté de l'Etat, formulée par les Honorables députés Mohamed Msaidie, Soulaïmana Mohamed Soilih et Mmadi Hassani Oumouri ».

Les confrenciers, les députés Mohamed Msaidie du Juwa et Mmadi Hassani Oumouri du Rdc ont fait part aux journalistes présents de l'avancée de leur initiative. L'élu du Juwa a expliqué que la décision d'amnistier les prisonniers politiques a été prise le 26 janvier. Cette amnistie concerne les personnes jugées sur différentes affaires qui ont eu lieu – ou qui devaient avoir lieu – en 2018. Il s'agit notamment de l'affaire dite des clous à l'aéroport de Mohéli, de la tentative d'attentat de l'ancien vice-président Moustadroine Abdou, de la mutila-

tion du gendarme le jour du référendum et de la tentative de coup d'Etat.

« Ces personnes ont eu des peines lourdes allant jusqu'à la perpétuité, certaines ont été déchués de leurs droits civiques, comme la loi nous le permet, nous avons donc décidé de proposer une amnistie à tous les prisonniers politiques », a expliqué le député de Moroni Sud. Le 31 janvier dernier, selon lui, la proposition de loi a été déposée au secrétariat général du gouvernement, comme prévu par la constitution. Le délai constitutionnel de 15 jours s'est écoulé, « sans avoir reçu d'observation, nous avons décidé de saisir le président de l'Assemblée afin qu'il convoque une session extraordinaire », a précisé Mohamed Msaidie.

La loi d'amnistie, pour être adoptée, a besoin d'une majorité

simple, donc 17 députés. « Nous avons recueilli 20 signatures », a révélé Mohamed Msaidie. Selon les deux parlementaires, il serait curieux que le président de l'Assemblée ne convoque pas la session voulue même si l'inquiétude n'est pas loin. Et pour cause, la constitution est claire : « L'Assemblée de l'Union est réunie en session extraordinaire, à la demande du président de l'Union ou de la majorité absolue des députés, sur un ordre du jour déterminé. La session extraordinaire ne peut excéder 15 jours à compter de la date de sa réunion ». Seul bémol qui pourrait empêcher sa tenue, ce sont les finances.

En effet, les députés doivent être indemnisés. Mmadi Hassani Oumouri, le député d'Itsandra Nord avait la réponse à cette question. « Nous ne voulons pas d'indemnis-

tion, nous les 20 signataires, si les 12 restants veulent l'être nous sommes prêts à mettre la main à la poche, pour ce qui est de nos collaborateurs travaillant au Palais du peuple, ils y sont tous les jours du matin jusqu'à 14h30 ». Cette question étant « résolue », le député du Hamanvu a fait valoir que « le président de l'Assemblée ne pouvait faire la sourde oreille face à la demande de 20 députés, qui représentent plus d'électeurs que ceux qui ont voté pour l'actuel président ; la légitimité, en ce moment précis est de notre côté », a-t-il scandé.

Une fois la loi d'amnistie effectuée, il restera sa promulgation, qui peut s'avérer être une autre paire de manches.

Fsy

ELECTIONS DES GOUVERNEURS DE NGAZIDJA

Sitti Farouata : "L'heure est venue pour prendre les devants"

La mouvance présidentielle (AMP) a ouvert à Badjanani, le quartier général de la candidate de Sitti Farouata Mhoudine. Une occasion pour Mohamed Ali Dia, le directeur de campagne au niveau de Ngazidja d'appeler à une campagne de « paix et calme ».

Après leur premier meeting à Mistoudjé, la Mouvance présidentielle vient d'ouvrir son quartier général pour la candidate Sitti Farouata Mhoudine à Moroni Badjanani. La cérémonie a été marquée par la présence du candidat Azali Assoumani, du ministre en charge des élections et des notables de la ville. Cette dernière exhorte les femmes à redoubler d'efforts pour la réussite de leur candidature. « Il s'a-

git d'une aubaine que le candidat Azali Assoumani a donné aux femmes. Cette fois-ci, on doit prendre les devants. Je vous invite donc à saisir cette occasion », lance la candidate. La candidate, Sitti Farouata Mhoudine, voit en cette nouvelle constitution une opportunité de la femme de prendre part dans les instances de prise de décision du pays. « Toutes les politiques ont été mises en place pour que la femme puisse s'épanouir et jouer pleinement son rôle dans la société », avance Sitti Farouata.

Son directeur de campagne appelle tous les membres de la mouvance présidentielle à battre campagne dans la sérénité et le calme. « Lors de cette campagne, on appelle à faire une campagne sage et éviter les propos violents et injurieux »,



lance cet ancien ambassadeur des Comores en Egypte. En remerciant l'assistance venue en masse pour

soutenir les candidats de la mouvance, M. Dia préfère orienter son discours pour défendre la tournante

renouvelable. Selon lui, cela va permettre aux présidents élus de terminer leurs programmes.

« Les Comores, c'est le seul pays au monde où le mandat n'était pas renouvelable. Ce n'était pas logique », argumente-t-il avant d'ajouter que « ceux qui disent qu'ils partiront en 2021 ne sont pas sincères. Il n'y aura pas de continuité de l'Etat d'où l'intérêt de cette nouvelle formule de la tournante. Soyons tous derrière Sitti Farouata Mhoudine ». Il annonce par la suite la tenue de caravanes qui commencent ce mercredi par Itsandra pour sillonner les différentes régions de l'île de Ngazidja.

Ibnou M. Abdou

SÉCURISATION DES ÉLECTIONS 2019

Salim Saadi menace de suspendre sa candidature

72 heures est le délai que Salim Saadi se donne pour suspendre sa candidature si on ne trouve pas une solution sur la

sécurisation des élections. Il appelle les 12 candidats de l'opposition à s'unir et adopter le slogan « tous sauf Azali ».

Jusqu'à maintenant, les 12 candidats de l'Opposition n'arrivent pas à s'entendre sur la stratégie à adopter pour faire face au candidat du pouvoir Azali Assoumani. Lundi dernier, une réunion extraordinaire de l'Union de l'Opposition a eu lieu mais à Moroni, mais visiblement rien n'a été conclu. Salim Saadi un des 13 candidats à l'élection présidentielle du 24 mars prochain aurait avancé trois propositions sur la sécurisation mais hélas sans convaincre.

« Je trouve qu'au sein de notre regroupement, il y a des candidats qui ne sont pas sincères. Ils ont d'autres options que le barrage d'Azali », regrette-t-il. Ainsi, Salim Saadi n'exclut pas l'éventualité de

suspendre sa candidature si les 12 candidats de l'opposition ne parviennent pas à dégager un consensus pour une solution définitive sur la sécurisation des élections. « J'appelle tous les candidats à avoir en tête une seule chose à savoir de faire barrage à Azali », avance le candidat, avant d'ajouter que « si d'ici 72 heures, les candidats ne se décident pas, je vais me retirer de la course ».

Le candidat soutenu par le mouvement Al Qamar informe qu'il suspend déjà sa campagne pour que les autres ressentent l'ampleur de la question. Une ultime rencontre des 12 candidats est prévue ce mercredi. Et le candidat de la diaspora pense boycotter cette rencontre. « Je n'irai

pas parce qu'ils ne sont sincères et objectifs », déplore-t-il. Parmi les propositions avancées par Salim Saadi pour la sécurisation du scrutin, on peut citer la venue d'un expert international deux jours avant les élections pour inspecter le logiciel qui va compiler les résultats. « Au sein des 12 candidats, il y aurait certains qui sont envoyés par l'actuel gouvernement. Si tel est le cas, ce n'est pas la peine d'aller aux élections. Je préfère rester digne aux yeux de l'opinion publique comorienne et internationale », plutôt que de cautionner un scrutin dont les conditions de transparence ne sont pas remplies, conclut-il.

Ibnou M. Abdou



ECONOMIE

Le secteur privé pour une vision commune du développement économique

Les organisations professionnelles nationales telles que la Nouvelle OPACO, le MODEC, la CCCIA Anjouan et l'UCCIA ont organisé un atelier pour consentir et valider avec les autres organisations un plan d'actions harmonisé du réseau consulaire.

L'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et de l'Agriculture (UCCIA) a organisé depuis le lundi dernier un atelier pour sensibiliser les hauts responsables du réseau consulaire et les services techniques dans le but d'avoir une vision commune concernant la croissance économique comorienne à l'horizon 2030. Le secrétaire général de l'UCCIA a jugé nécessaires ces échanges pour le développement du pays. « Nous nous sommes réunis avec la Nouvelle Opaco, le Mouvement des Entreprises comoriennes (MODEC), l'EFOICOM et la CCIA d'Anjouan pendant deux jours de réflexion dans le but de s'entendre sur une vision commune à travers un programme intégré qui tient compte des missions et responsabilités des uns et des autres », avance Fakridine Abdoulhalik, le secrétaire général de l'UCCIA.

L'atelier était axé sur cinq para-

mètres à savoir le renforcement des capacités du personnel du réseau consulaire sur les nouveaux outils de planification de suivi-évaluation et de reporting, le renforcement de la maîtrise par le personnel du réseau consulaire du mécanisme d'assurance qualité pour la gestion des résultats, la garantie que le personnel du réseau consulaire comprend l'exigence des partenaires au développement en matière de ges-

tion axée sur les résultats et les priorités du suivi-évaluation et du reporting, la redéfinition des priorités ainsi que les responsabilités de chaque structure du réseau consulaire pour un alignement des plans d'action des CCIA et des organisations professionnelles au PDS de l'Uccia, et la consolidation et harmonisation des actions du réseau consulaire par rapport au PDS (Plan de Développement Stratégique). «

Le développement économique du pays dépend des entreprises privées. Donc c'est pour cette raison qu'il faut avoir une vision commune, avoir le même objectif pour arriver à les aider », indique-t-il.

A la fin, il a été recommandé que le personnel du réseau consulaire améliore ses compétences en matière de gestion axée sur les résultats, sur l'assurance qualité des projets et les concepts clés pour une

planification stratégique. Ensuite les priorités du réseau consulaire sont alignées au PDS, à la SCA2D révisée au PIC. Et enfin les hauts responsables du réseau consulaire sont sensibles sur une approche intégrée et coordonnée sur la mise en œuvre de l'action du réseau.

Kamal Gamal

ETUDES SUPÉRIEURES

Fin de la mission de l'AECR en Union des Comores

Hier en début de matinée, le missionnaire de l'Association des Etudiants Comoriens à la Réunion (AECR) s'est entretenu avec la presse au Lycée Saïd Mohamed Cheikh de Moroni. L'occasion pour lui de faire un rappel sur les objectifs de cette visite et d'exposer les avancées entreprises depuis le 6 février, date du début de la mission.

L'objectif de cette rencontre, est de dresser le bilan des travaux entrepris par le missionnaire de l'AECR, Abdoulwahid Youssouf », a lancé d'emblée Faïd Mohamed, représen-

tant de l'AECR à Moroni. Pour Faïd Mohamed, la visite d'Abdoulwahid Youssouf, vice-président de l'AECR, est la quatrième mission envoyée dans l'archipel depuis la mise en place de cette association. Une visite qui entre dans le cadre de la sensibilisation des étudiants comoriens voulant poursuivre leurs études à l'île Bourbon. « Et pendant sa mission qui a duré presque un mois, on a travaillé avec la Fédération des Clubs Anti Sida (FCAS) antenne de Ngazidja et les coopératives des différents sites de l'Université des Comores. Nous pouvons vous assurer que les échanges ont été fructueux », détaille-t-il.

Ce dernier précise que les choses se sont déroulées dans de bonnes conditions notamment un programme de sensibilisation sur le site de Mvouni, à l'IUT, Ecole de Santé, Patsy et Fomboni.

Pour sa part, le missionnaire et vice-président de l'AECR explique que cette année la mission n'était pas facile mais s'est déroulée dans les meilleures des conditions possibles. Il a souligné en retour une participation massive des étudiants dans les différents sites. « Pour cette année, nous avons sensibilisé jusqu'à 150 étudiants à l'IUT, 200 à l'Ecole de Santé, à peu près une centaine à Mvuni et près de 150 pour les sites

de Patsy à Anjouan et de Fomboni à Mohéli », se réjouit Abdoulwahid Youssouf.

Le vice-président de l'AECR a montré que pour cette quatrième mission, une semaine d'assistance au près des candidats qui ne savent pas manipuler l'ordinateur a eu lieu au bureau de la direction nationale de lutte contre le SIDA et dont 10 jeunes étudiants ou futurs étudiants ont été assistés par jour. Abdoulwahid a rappelé qu'en décembre 2019, un autre missionnaire sera présent pour accompagner les étudiants pour l'année universitaire 2019/2020.

A.O Yazid



AVIS DE RECRUTEMENT

Le PNUD Comores recrute un(e) Associé(e)exécutif(ve) de Représentant Résident.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne suivant :

1 Poste de Associé(e)exécutif(ve) :
https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpenId=21491&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2

Le délai de soumission des candidatures est fixé au 08 Mars 2019.

Remarques :

- A compétences égales, les candidatures féminines seront encouragées.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.



JOB ANNOUNCEMENT ENGLISH TEACHER TRAINER

The United States Peace Corps seeks qualified candidates for the position of **English Teacher Trainer**. This is a temporary contract position, beginning on or around May 20 and ending on or around August 30, 2019. The majority of the work will take place in Mvouni or Mkazi, Ngazidja.

POSITION SUMMARY:

The English Teacher Trainer's major duty is to assist the Programming and Training Team (P&T Team) with assuring proper planning, coordination, and facilitation of the Peace Corps Comoros TEFL Certificate sessions during their Pre-Service Training (PST). They will work with other staff to serve as a resource for Peace Corps trainees.

- * Present or co-facilitate regular TEFL (Teaching English as a Foreign Language) sessions.
- * Review, design, and/or adapt existing TEFL lesson plans for facilitation.
- * Co-design Comoros-specific TEFL lessons and materials.
- * Monitor trainees' progress through weekly tests. Grade individual trainees' papers and provide recommendations for improvement.
- * Report trainees' progress to the P&T Team on a weekly basis.

- * Assist the P&T Team with logistics for all TEFL Training of Trainers sessions and events. May include materials development (handouts, booklets, etc.), material distribution, and other related tasks.
- * Coordinate trainees' two-week Model School experience. Help to coordinate other special events such as field trips, counterpart workshop, swearing-in ceremony, etc., as directed by the P&T team.
- * Other related activities may be required.

QUALIFICATIONS:

- * University degree in English or related fields (Bac+3 or more)
- * TEFL certificate from a registered institution is highly preferred
- * 5+ years of experience teaching English as a Second/Foreign Language
- * Excellent oral and written English skills
- * Basic computer skills (Microsoft Word, Excel, and PowerPoint)
- * Ability to work under limited supervision with good time management skills
- * Experience with TOT (Training of Trainers) is preferred
- * Experience planning or organizing training events is preferred

The position is open to Comorians and others eligible to work in Comoros. **Interested and qualified applicants for this position should submit the following:**

1. Letter of interest/motivation, in **English**, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume/CV in English
3. + 2 professional references
4. Any other documentation (i.e., copy of TEFL certificate, educational certificates, degrees earned) relevant to this position
5. Copy of identity card or passport
6. Extrait de casier judiciaire

Complete applications should be sent to pccomoros@peacecorps.gov or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late application will not be entertained, nor applications not submitted in English.

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer

UNIVERSIADE 2019 À NAPLES

Participation des Comores, encore incertaine

L'Universiade est une sorte de Jeux Olympiques scolaires et universitaires. Faute de moyens (250 dollars X 3), le pays risque de perdre un accompagnement significatif d'une valeur de 1.400.000 fc, accordé par la Fisu. « Pourtant, les organisateurs s'efforcent de se montrer sensibles à la conjoncture financière difficile qui secoue le pays. Hélas ! », regrette Athoumani Mdéré, secrétaire général de la Fcssu.

L'Universiade est une compétition internationale universitaire multi-sports organisée par la Fédération internationale du sport universitaire (Fisu). Cette sorte de Jeux Olympiques scolaires et universitaires se déroule tous les deux ans. Faute d'un fonds insignifiant (300.000 fc), correspondant aux arriérés de cotisation des années 2017, 2018 et 2019, l'Archipel aux îles de la Lune risque de se marginaliser, et du coup perdre un accompagnement significatif d'une somme de 1.400.000 fc, offerte par la Fisu. « Les organisateurs sont sensibles à la crise financière que traverse la Fédération Comorienne du Sport Scolaire et Universitaire (Fcssu). Il suffit de présenter un document prouvant la



Athoumani Mdéré secrétaire de la Fcssu

volonté de régularisation de la partie comorienne, notre présence sera tolérée. On sera bénéficiaire de diverses subventions, au même titre que les autres bons élèves. Hélas ! », regrette Athoumani Mdéré, secrétaire général de la Fcssu. En clair, la participation des Comores à l'édition 2019 de l'Universiade de Naples (Italie) reste encore utopique.

Des athlètes de la Fcssu avaient pris activement part au championnat de Bridge, organisé en Chine en 2018, sans avoir pu régulariser le droit de participation de 100 euros. C'est un passif supplémentaire. Pour rappel, si les Comores font preuve de bonne volonté pour un règlement de ses dettes, la Fcssu bénéficiera d'un programme d'aide stable. Et parmi les prestations

effectives, la prise en charge de deux athlètes et un accompagnateur (encadreur administratif ou technique) lors d'une Universiade. « Ce qui est douloureux, on perd plus d'un million pour un simple arriéré de 400.000 fc. On a déjà constitué et déposé un dossier bien ficelé auprès de hautes instances du sport national (commissariat et ministère). Mais, en vain ! », déplore notre interlocuteur.

Les dossiers s'empoussièrent-ils dans les tiroirs ? Pourquoi ne pas saisir le Comité olympique comorien ? « Cela ne sert à rien. Le patron du Cosic ne nous reconnaît pas. Ailleurs les Comités olympiques nationaux se sacrifient pour promouvoir le sport scolaire et universitaire, considéré comme un réservoir potentiel des futurs talents », explique Mdéré. Ici, quelle importance accorde-t-on aux pépinières, ces relèves de qualité ? La Fisu recommande à la Fcssu de s'affilier à la Fédération africaine de Sport universitaire (Fasu), justement pour le souci d'un encadrement pédagogique et sportive des jeunes de qualité.

« L'affiliation coûte environ 400 dollars. Le 22 mars prochain, on est invité dans une assemblée électorale de la Fisu », clarifie Athoumani.

L'Archipel va-t-il briller par son absence ? « Pourtant, en marge des scrutins, les délégués discutent sur la stratégie du développement du sport scolaire et universitaire d'Afrique », regrette le secrétaire général de la Fcssu.

Bm Gondet

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Faïza Soule Youssef
 Binti Mhadjou
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Rahamatouallah Youssef
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



JOB ANNOUNCEMENT HOMESTAY & LOGISTICS COORDINATOR

The United States Peace Corps seeks qualified candidates for the position of **Homestay & Logistics Coordinator** for Peace Corps in Mvouni, Ngazidja. This is a temporary contract position, beginning on or around May 2 through August 31, 2019.

POSITION SUMMARY:

The Homestay & Logistics Coordinator (HLC) is responsible for implementing the homestay program for Peace Corps trainees during their Pre-Service Training (PST). They will oversee the program and direct the search, interviews, and final selection of all host families and alternate host families. The HLC will also oversee logistics and materials at the training site in Mvouni, Ngazidja. This position is full-time and may require occasional weekend or evening work. Major duties include, but are not limited to:

- * Develops and implements a strategy to identify and select host families in Mvouni
- * Provides logistics and communication support to trainees and host families during the training period, including visits and helping to resolve various problems
- * Trains host families on Peace Corps expectations
- * Provides feedback to Peace Corps about host family challenges and opportunities
- * Manages daily logistics at training site, including materials, site maintenance, problem solving, etc.

QUALIFICATION:

- * High school degree required; university degree preferred
- * English language proficiency and Comorian language fluency

* Great knowledge and familiarization with the village of Mvouni and its people

* Demonstrated experience working at the community level, preferably in Mvouni

* Positive attitude towards leadership, collaboration, public service, the development of Comoros, and personal integrity

* Prior experience living or working in a cross-cultural environment

* Strong interpersonal and teamwork skills

* Must pass a security verification.

Interested and qualified applicants for this position should submit the following:

1. Letter of interest/motivation in **English**, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume/CV in English
3. Names and contact information for 3 professional references
4. Any other documentation (i.e., training certificates, degrees earned) related to the position
5. Copy of Comorian identity card or passport
6. Extrait de Casier Judiciaire

Complete applications should be sent to pccomoros@peacecorps.gov or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late applications will not be accepted, nor will applications not submitted in English.

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer



JOB ANNOUNCEMENT Language and Cross-Culture Facilitator

The United States Peace Corps in Comoros seeks qualified candidates for the position of **Language and Cross-Culture Facilitator (LCF)**. This is a temporary contract position, beginning on or around June 1 and ending on or around August 31, 2019. The majority of work will take place in Mvouni, Ngazidja. Applicants may be required to live in Mvouni during the training period. The LCF may be asked to live in Mvouni during the training period. This position is not full-time, but may require irregular hours including afternoons and weekends.

POSITION SUMMARY:

The LCF will help to design lessons and teach regular Shikomori language classes (Shingazidja, Shindzuwani, or Shimwali) to small groups of American Peace Corps trainees (PCTs). The LCF will be responsible for monitoring and evaluating trainees' language progress. The LCF will serve as a Comorian cultural informant for trainees, and will participate in other cultural training sessions. They will assist in planning special activities. They will act as a liaison with host families to facilitate trainees' cross-cultural adjustment. The LCF will be responsible for independent lesson planning and classroom facilitation, but will receive support and guidance from other Peace Corps staff.

QUALIFICATIONS:

- ³⁵ University degree (Bac+3 or higher)
- ³⁵ Fluency in Shikomori language (speaking and writing). Please specify if you speak Shingazidja, Shindzuwani, or Shimwali.
- ³⁵ Ability to work under limited supervision, and to organize and prioritize work schedules
- ³⁵ Experience working in a cross-cultural setting, preferably with Americans

³⁵ Proficiency level of English in speaking, reading, and writing

³⁵ Basic computer skills (including Microsoft Word, Excel, and PowerPoint)

³⁵ Prior experience teaching Shikomori to foreigners is highly preferred

³⁵ Must be willing to live and work in Mvouni, Ngazidja, for the duration of the training

The position is open to Comorians. **Interested and qualified applicants for this position should submit the following:**

1. Letter of interest/motivation, in Shikomori, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume / CV in English
3. Names and contact information for 3 professional references
4. Any other documentation (i.e., educational certificates, degrees earned) relevant to the position
5. Copy of identity card or passport
6. Extrait de casier judiciaire

Complete applications should be sent to pccomoros@peacecorps.gov or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late application will not be entertained, nor applications not submitted in English.

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.

MUSIQUE TRADITIONNELLE

Le Twaarab est-il en voie de disparition ?

Le Twaarab a occupé depuis bien longtemps la scène musicale comorienne tant pour les grands mariages que pour le divertissement avec des concerts et des festivals. Pour évaluer, des professionnels, techniques et théoriques, explique que pleins d'initiatives peuvent être prises notamment la mise en place d'une école de musique pour former les jeunes. « La pratique n'a pas disparu mais a évolué. Les instruments traditionnels tels le Oud sont remplacés par la guitare et autres », explique la directrice de la culture, Wahidat Hassane.

Pour Salim Ali Amir, un des grands chanteurs du Twaarab montre que la chute du Twaarab est due à la modernisation des grands mariages. L'auteur de Mkoidju a précisé que dans l'histoire, le Twaarab se faisait pendant les grands mariages pendant une période spéciale. « Aujourd'hui, les grands mariages se font à toute période de l'année avec plus de modernité, donc souvent sans Twaarab », montre-t-il. Salim explique, en effet, que Twaarab n'a été que tradition mais avec l'avènement du premier studio d'enregistrement, Studio 1, celui-ci a pris une

autre dimension. « Il se faisait en live, avec des instruments mais lorsqu'on a lancé le studio 1, les chanteurs venaient enregistrer. On organisait alors des concerts et des concours de Twaarab », soutient celui qui regrette qu'aujourd'hui on parle du Twaarab mais autrement.

En parfait connaisseur et promoteur du domaine, Salim Ali Amir démontre que les noms, souvent cités comme chanteurs de Twaarab, sont faits des associations villageoises. « À défaut de moyen et de reconnaissance à leur travail, ils finissent tous par partir ou trouver autre chose à faire », lance-t-il avant de préciser qu'à l'époque où est lancé le studio 1, lui et d'autres comme Abdallah Chihabi ont formé des jeunes talents. Doit-on s'y faire ? L'auteur de "Mka Hayétché", extrait de l'album Mkoidju, regrette le manque de relève pour des talents comme Soultouine, Farid Said, Moussa Youssouf pour ne citer qu'eux ou du renouvellement du répertoire avec des chanteurs comme Soulaïmane Mzé Cheikh. « J'ai fait autant d'album mais quand j'ai sorti Mkoidju, j'ai tourné, j'ai eu des contrats partout sur l'île voire même sur l'archipel parce que les gens voulaient entendre du nouveau », avoue-t-il.



Salim Ali Amir et le Toirab

Pour revaloriser le Twaarab, la directrice de la Culture précise qu'il faudrait appuyer l'organisation de manifestations liées à sa pratique. Cette dernière annonce qu'actuellement, sa direction a entamé plusieurs chantiers dont l'élaboration des textes pour la mise en place de l'agence nationale pour la promotion de la filière musique et l'élaboration d'un projet de loi pour le statut des artistes. Salim Ali Amir, lui

pense beaucoup plus à lancer une formation des formateurs pour que d'ici peu on ait une école de musique. « Il faut penser à former les jeunes. Leur donner une directive pour leur avenir musical. Nous, on n'a pas eu cette chance mais nous ne devons pas faire autant pour les jeunes », dit-il.

Ce dernier regrette que le play-back a tué le live. Il admet à la même occasion que l'ouverture

d'une école de musique digne de ce nom permettra aussi de redonner une autre couleur au Twaarab en le mélangeant avec de la musique urbaine. « Mélanger la musique urbaine et musique traditionnelle serait une initiative de la jeunesse et cela permettrait de diversifier notre patrimoine culturelle en lui apportant une touche moderne », conclut-il.

A.O Yazid

Promotion spéciale

EXCÉDENT DE BAGAGE

5 USD/KG*

1 500KMF/KG**

Dar Es Salam - Moroni

AB PACK Express

AB Aviation

*A l'aéroport de Dar-Es-Salaam
**Achat de l'excédent auprès de l'agence AB PACK EXPRESS (Immeuble MATELEC, Moroni) 48h avant le départ